

DOSSIER DE PRESSE

**quartiers
de reconquête
républicaine**



15 OCTOBRE 2019

VISITE DU QRR

DE LOUVRES-FOSSES

**police de
sécurité
du quotidien** 

1. ACCÉLÉRER NOTRE ACTION POUR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

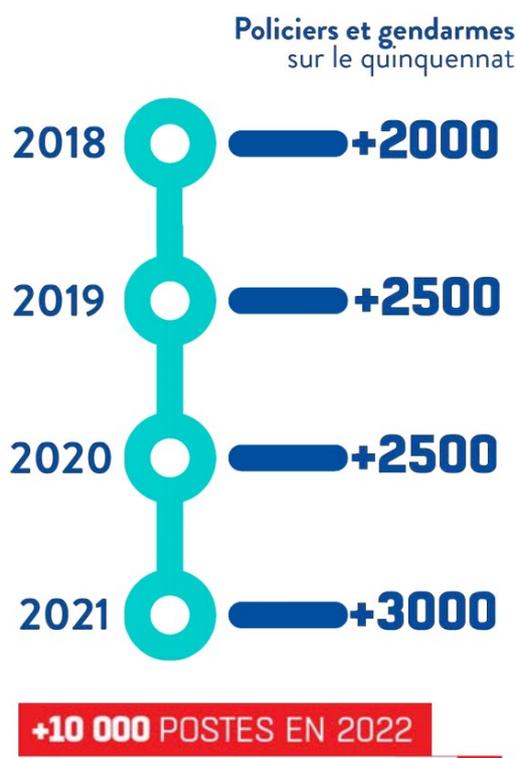
LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN (PSQ)

Le Gouvernement a placé la sécurité des Français au cœur de ses engagements.

Aussi, des décisions ont été prises immédiatement comme l'**augmentation des budgets de la police** et de la gendarmerie, ou la **création de 10 000 postes de policiers et de gendarmes supplémentaires** d'ici la fin du quinquennat.

Une méthode a été choisie : celle de la concertation et du dialogue. En effet, **la sécurité est l'affaire de toutes et tous**, il était donc inenvisageable de céder à la facilité des solutions toutes faites et d'écarter des consultations les femmes et les hommes du terrain et leurs représentants.

C'est donc après une **consultation riche auprès des professionnels de la sécurité** qu'a pu naître, en février 2018, la police de sécurité du quotidien, demandée par le Président de la République.



Forces de l'ordre, élus locaux, policiers municipaux, associations de victimes, membres des conseils citoyens, bailleurs sociaux, société privées de sécurité, représentants des transports collectifs, ont tous contribué à la qualité de cette démarche, qui trouve aujourd'hui son pendant opérationnel.

La police de sécurité du quotidien ne révolutionne pas l'action des forces de l'ordre : elle replace le **contact auprès des populations** et la **lutte contre les trafics de proximité** au cœur de leurs missions. La police de sécurité du quotidien est aussi la **réponse concrète et directe aux questionnements exprimés par les forces de l'ordre**. Parmi les quelque 70 000 policiers et gendarmes qui ont répondu au questionnaire qui leur était proposé lors de la concertation, 73 % trouvaient leurs missions trop éloignées du terrain, et ont exprimé leur **volonté de se recentrer sur leur cœur de métier** : enquêter, intervenir, et protéger les Français.

Cette nouvelle stratégie est à la fois **une nouvelle manière d’agir et de réfléchir**. Elle s’applique sur tout le territoire et concerne tout aussi bien la police que la gendarmerie. Elle vise notamment à créer :

- une **sécurité du sur-mesure**, qui remette les forces de l’ordre sur le terrain, adapte les stratégies aux territoires ;
- une **sécurité de partenariat**, qui associe tous les acteurs : les associations, les élus locaux, les bailleurs sociaux, les collectivités, les services publics...

Au cœur de la PSQ se trouve également un constat : dans certains quartiers, souvent ceux où les difficultés économiques et sociales se concentrent, **une délinquance du quotidien** mine la vie des habitants.

Incivilités, raids motorisés, économie souterraine : une solution devait être trouvée pour lutter plus efficacement et plus directement contre la délinquance dans ces zones, tout en renouant le dialogue et l’échange avec les habitants. Cette solution, ce sont les **quartiers de reconquête républicaine**.

Il s’agit d’un concept simple : pour chaque quartier de reconquête républicaine, 10 à 35 effectifs de police ou de gendarmerie supplémentaires sont affectés, immédiatement opérationnels et dédiés à des missions de terrain. Chacun de ces quartiers dispose en outre d’une **cellule de lutte contre les trafics** (CLT) adaptée à chaque territoire et chaque situation locale.

D’ici la fin du quinquennat, 60 quartiers de reconquête républicaine seront mis en place. Dès 2018, 15 quartiers ont été installés et 326 effectifs y ont été affectés.

Les premiers résultats sont d’ores et déjà visibles et face à l’attente des élus et des Français, Christophe Castaner, ministre de l’Intérieur a annoncé la mise en place de 32 quartiers de reconquête républicaine en 2019, le double de ce qui était prévu initialement. À la suite de cette annonce, l’engagement du Gouvernement s’est concrétisé et policiers et gendarmes ont commencé à prendre leurs postes dans les commissariats et casernes des quartiers de reconquête républicaine.

**police de
sécurité
du quotidien** 

ENSEMBLE DES QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE ANNONCÉS DEPUIS 2018



2. LA PSQ DANS LE VAL-D'OISE

A. SUR L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT, RENFORCER LA COPRODUCTION DE SÉCURITÉ

La circulation et le partage de l'information sont décisifs sur les sujets de sécurité, où il faut réagir vite et efficacement. Le partenariat avec l'ensemble des acteurs du Val-d'Oise concernés par les problématiques de sécurité se trouve renforcé, afin de fluidifier les échanges, le partage d'informations et de programmer un maximum d'opérations coordonnées :



Les maires et leur police municipale : coopération renforcée avec les polices municipales et nationales, avec **60 conventions de coordination** aujourd'hui en vigueur dans le Val-d'Oise dont **22 en zone gendarmerie**.



Les bailleurs sociaux : un dialogue étroit est engagé avec les bailleurs sociaux qui se considèrent pleinement acteurs de la sécurité/sûreté de leurs bâtiments. A cette fin, une convention de sécurité dans l'habitat social a été signée en mai 2018 entre la préfecture, le parquet et les bailleurs, avec un nombre croissant de nouveaux bailleurs souhaitant y adhérer.



Les transporteurs.

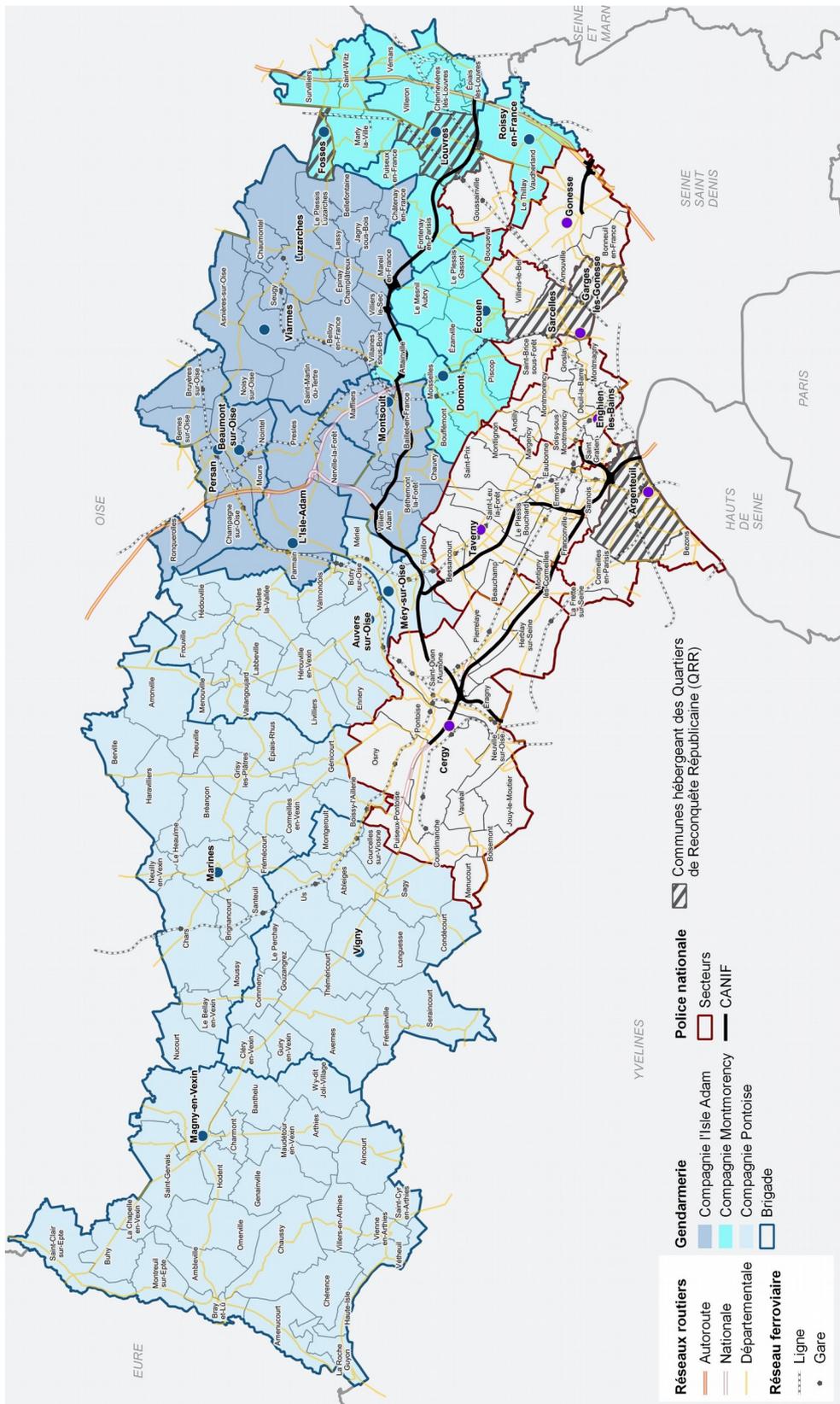
- Augmentation du nombre de patrouilles coordonnées sur le réseau SNCF et aux abords des gares, en partenariat avec la sûreté ferroviaire.

- Expérimentation en cours entre Île-de-France Mobilités et la gendarmerie. Un partenariat est déjà engagé avec le transporteur Kéolis pour organiser plusieurs contrôles coordonnés.



B. LES QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE, LABORATOIRES DE LA PSQ

Entre février 2018 et février 2019, 3 quartiers de reconquête républicaine (QRR) ont été déployés dans le Val-d'Oise, à Argenteuil et Garges-lès-Gonesse en zone police, et Fosses-Louvres en zone gendarmerie. Ces quartiers souffrent d'une petite et moyenne délinquance récurrentes, de nuisances diverses – rodéos et mécanique sauvages, trafics divers – et voient se développer le phénomène de bandes. Autant de fléaux auxquels seule une présence visible des forces de l'ordre peut répondre efficacement.

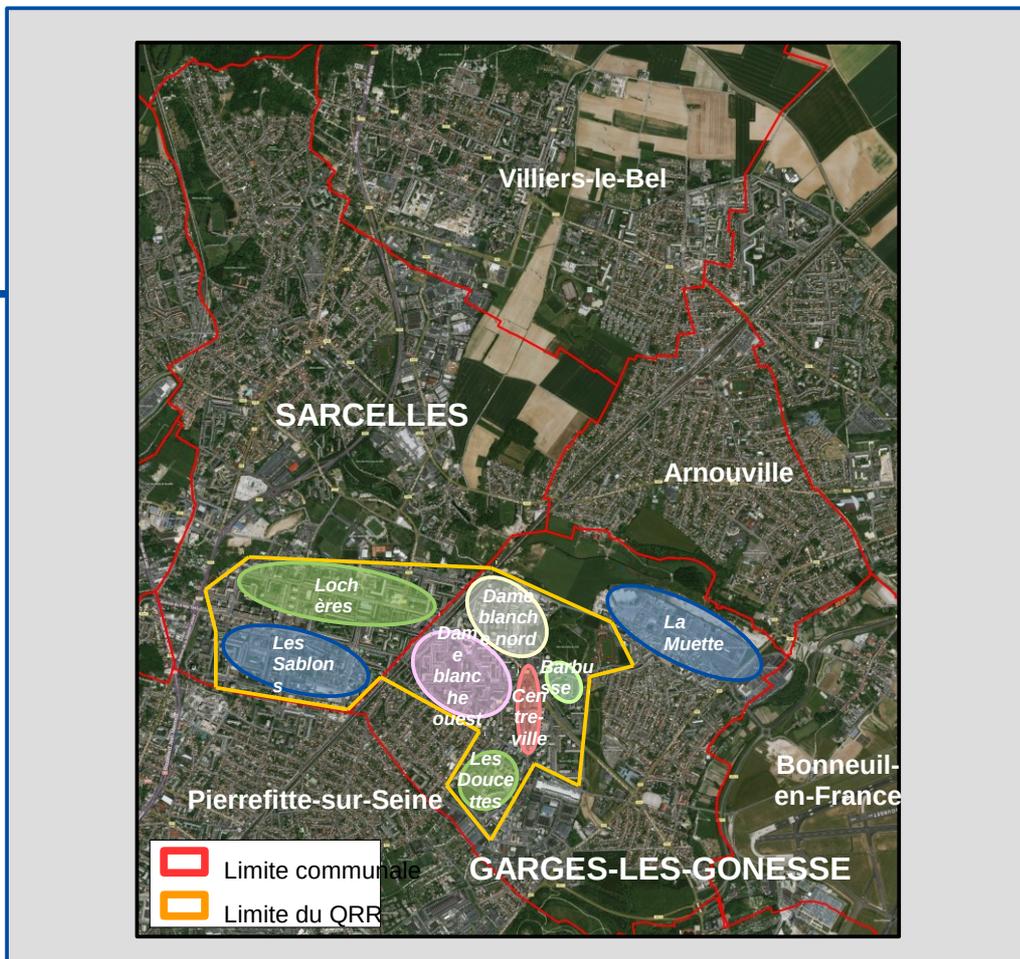


Ils sont les premiers bénéficiaires de l'augmentation des effectifs, permettant d'être au plus près du terrain avec :

- À Garges-lès-Gonesse et Sarcelles : **constitution d'un groupe de sécurité et de proximité composé de 19 fonctionnaires de police ;**
- À Argenteuil : **+ 15 policiers ;**
- À Fosses-Louvres : **+ 10 gendarmes (9 effectifs en poste au 15/10).**

GARGES-LÈS-GONESSE SARCELLES

Population :
67 000
(43 % de moins de
25 ans)



Dame blanche (Garges-lès-Gonesse)

31 000 habitants (74 % de la population totale de la ville)

24 établissements scolaires (9 écoles maternelles, 12 écoles élémentaires, 3 collèges)

78 % de logements collectifs

Lochères (Sarcelles)

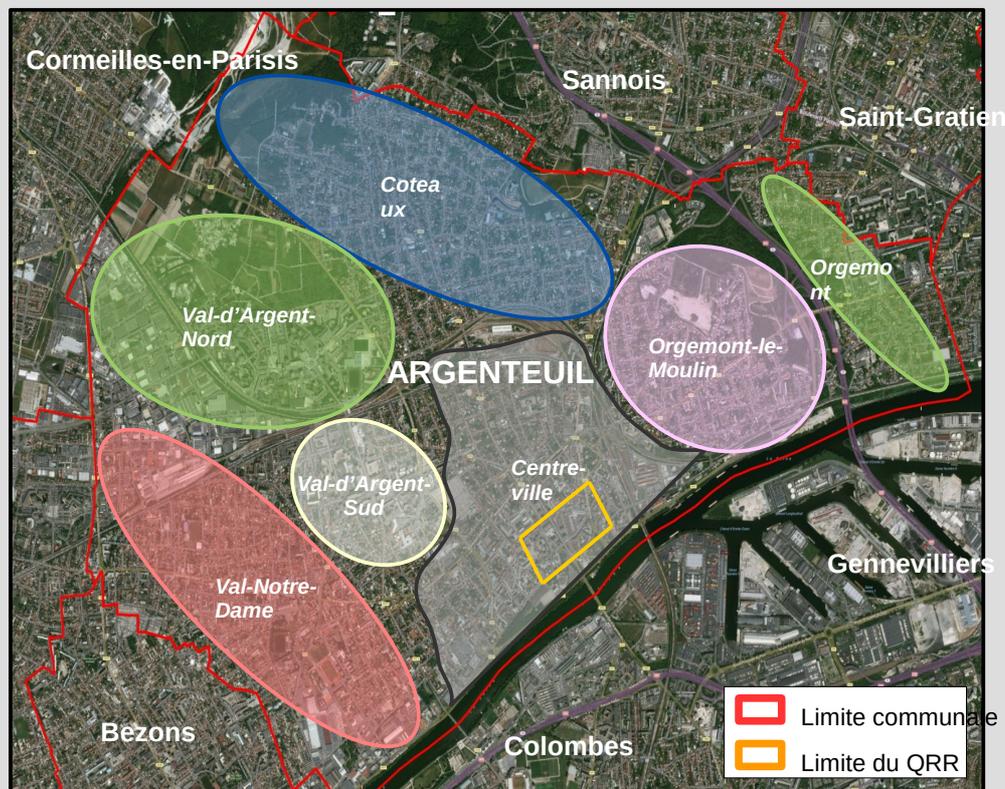
36 000 habitants
(62 % de la population totale de la ville)

33 établissements scolaires (13 écoles maternelles, 14 écoles élémentaires, 6 collèges)

98 % de Logements collectifs

ARGENTEUIL, CENTRE-VILLE

Population :
4 450

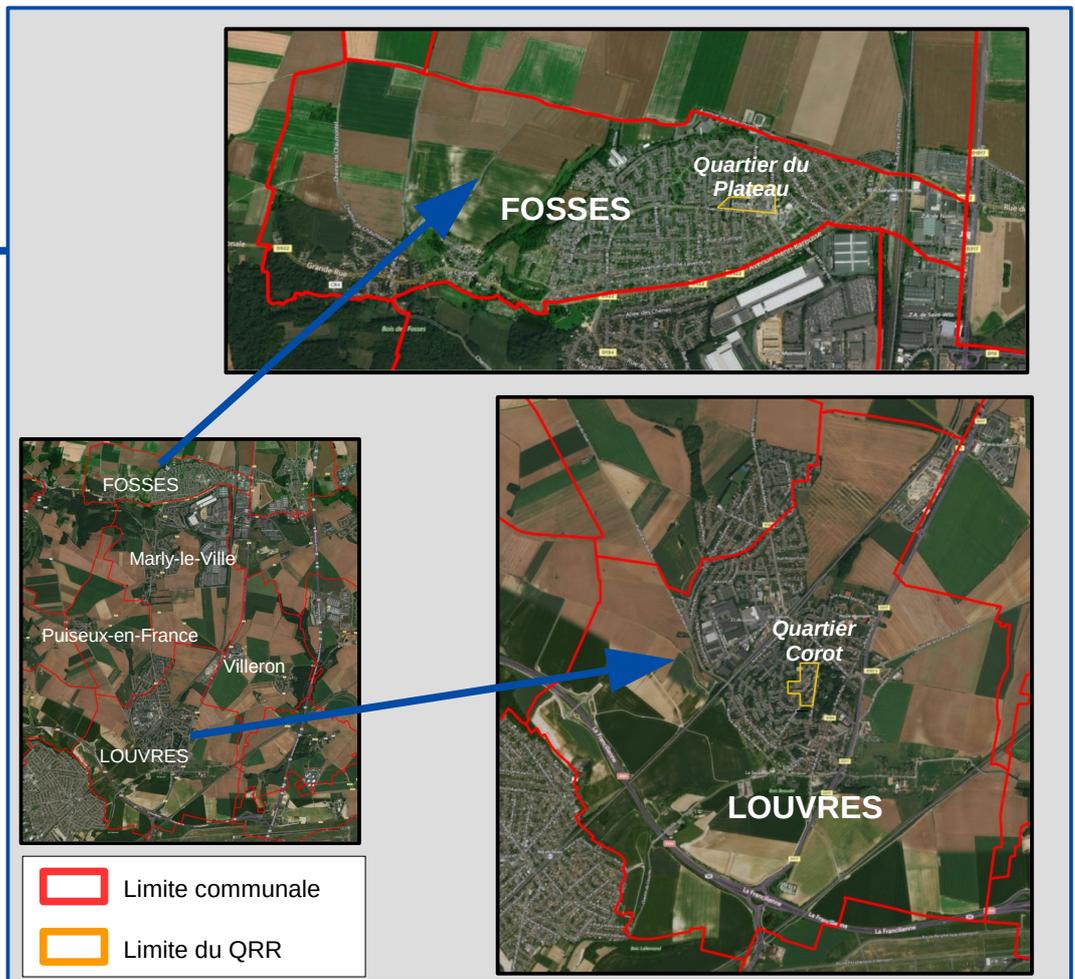


4 % de la population totale de la ville (env. 110 000 hab.)

38 % de moins de 25 ans

FOSES LOUVRES

Population :
env. 20 000



Quartier du Plateau (Fosses)

Population non connue (9 600 pour Fosses)

1 école élémentaire (env. 250 élèves)

Quartier JB Corot (Louvres)

2 600 habitants (10 300 pour Louvres, soit 25 %
de la population totale)

9 % de moins de 24 ans

3. FOCUS SUR FOSSES-LOUVRES



Le **quartier reconquête républicaine** (QRR) de Fosses-Louvres se distingue dans le paysage sécuritaire métropolitain. Ce nouveau QRR s'inscrit dans une zone qui connaîtra dans les années à venir un **fort accroissement démographique**, lié notamment à sa proximité avec la zone de développement économique aéroportuaire. Ainsi, ce bassin de population de 20 000 personnes devrait compter 2 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2021-2022 et verra sa population augmenter de plus de 10 000 habitants à l'horizon 2024.

Plusieurs constats rendaient nécessaire une action ciblée et opérationnelle sur Fosses-Louvres : des épisodes réguliers de violence urbaine, des violences directes contre les forces de l'ordre qui ont particulièrement augmenté en 2018, des phénomènes de bandes, une forte délinquance d'appropriation et un développement important de l'économie souterraine.

✓ Calqué sur le périmètre de la Zone Prioritaire de Sécurité existante depuis 2013, le QRR de Fosses-Louvres constitue **le premier quartier de reconquête républicaine installé en zone gendarmerie**.

Situées au Nord Est du Val-d'Oise, les communes de Fosses et Louvres sont particulièrement exposées aux troubles à l'ordre public. Ces troubles sont de trois ordres :

1. De nombreuses rixes opposant des jeunes de quartiers rivaux, pouvant se traduire par des mesures de rétorsion, dans une logique d'escalade de la violence ;
2. Une opposition plus ou moins violente aux forces de l'ordre, allant de l'outrage à l'**envoi d'engins incendiaires sur les emprises de la gendarmerie** aux manœuvres de harcèlements par dégradations (feux de poubelles ou de voitures, caillassages), en passant par les embuscades.
3. De nombreuses incivilités en lien avec de petits trafics de stupéfiants qui alimentent le sentiment d'insécurité.

UNE STRATÉGIE EN 4 AXES DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE :

Le groupement de gendarmerie a décliné son action sur le QRR de Fosses-Louvres en **4 fonctions principales**, dans une logique de partenariat élargi et renforcé avec l'ensemble des acteurs locaux.



1. PRÉVENTION

- **Présence d'un référent scolaire** et intervention de la brigade de prévention de la délinquance juvénile dans les établissements scolaires ;
- **En matière de violences intra-familiales**, présence d'une intervenante sociale gendarmerie et action de la brigade de protection des familles ;
- **Action du référent sûreté** dans le cadre du développement de la vidéo-protection et l'accompagnement des entreprises pour sécuriser leurs sites.

2. CONTACT

- **Échanges réguliers avec les élus**, en présence des acteurs impactés par les problématiques sécuritaires (services sociaux, éducation nationale, offices HLM, hôteliers...) ;
- « **Patrouilles PSQ** » en vélo ou à pieds (minimum quatre patrouilles par semaine) ;
- Mise en place de deux **délégués cohésion gendarmerie population (DCGP)** comme relai auprès des élus.

3. INTERVENTION

- Création d'un **groupe territorial d'intervention (GTI)** constitué de gendarmes volontaires qui renforcent les patrouilles existantes, pour des missions de renseignement et d'interpellations sur les créneaux horaires les plus stratégiques ;
- **Renforcement des permanences nocturnes.**
- **Patrouilles diurnes nocturnes du peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie (PSIG) de Roissy.**

4. INVESTIGATION

- Le QRR fait l'objet d'un suivi judiciaire particulier dans le cadre d'un **groupe local de traitement de la délinquance (GLTD)** placé sous l'autorité du procureur ;
- **Création d'une cellule de lutte contre les trafics (CLTC)**, spécifiquement dédiée à toute forme d'économie souterraine (trafic de stupéfiants, vols de voitures, pièces détachées, équipes de cambrioleurs ...).
- La **brigade de recherche** (niveau compagnie) appuie les unités locales pour les affaires de plus grande envergure.